

Les subsides

J'aborde maintenant la prochaine question soulevée par le ministre, selon lequel il n'y a pas matière à discussion, nous avons une double stratégie. Ce sont deux axes divergents. Ils ne sont pas parallèles. Plus ils s'éloignent l'un de l'autre, plus nous allons vers la contradiction. La double stratégie est insoutenable. Cela me fait penser à la double stratégie des États-Unis à propos du contrôle des armements en Europe. D'une part, les États-Unis ont déclaré qu'ils voulaient négocier et d'autre part, ils voulaient utiliser les missiles Pershing. Nous savons ce qui s'est passé. Nous avons eu des missiles Pershing et pas de négociation. Nous sommes confrontés au même problème ici.

Simon Reisman, le chef négociateur en matière commerciale, a déclaré que le GATT est inefficace, que la procédure est trop lente, trop compliquée et malcommode. L'ancien ministre du Commerce extérieur, l'actuel Solliciteur général (M. Kelleher) est du même avis à propos du GATT. Nous connaissons cette double stratégie. D'un côté, il y a les efforts manifestes en vue d'obtenir la signature d'un accord bilatéral; de l'autre, il y a un groupe de personnes qui marchent sur la pointe des pieds avec leurs chaussons de danse en disant que nous pourrions peut-être obtenir la signature d'un accord à l'avenir.

Pendant que nous participions aux négociations qui ont eu lieu en Uruguay, nous avons parlé aux employés du secrétariat du GATT, à des représentants des pays riverains du Pacifique et à des délégués d'Amérique Latine. Ils ont tous déclaré sans équivoque que si le Canada signe un accord discriminatoire à leur égard—et comment une entente de libre-échange pourrait-elle ne pas établir de discrimination contre les autres nations? Donc, si nous signons cet accord, ils formeront leurs propres blocs régionaux. Ils conclueront leurs propres ententes régionales et nous nous retrouverons dans la même situation que dans les années 30, où une guérilla de destruction réciproque faisait rage entre les blocs régionaux. Naturellement, le GATT n'interdit pas les accords régionaux. Cependant, le fait qu'ils soient légaux ne les justifie pas d'un point de vue économique et politique. Lorsque ces pays voient que le Canada se protège, se précipite dans un accord nord-américain, ils comprennent tous que les Canadiens renoncent au GATT. Nous ferions mieux de nous protéger aussi.

• (1240)

A vrai dire nous devons jouer le rôle de chef de file à l'égard des pays qui participent au commerce international. Plusieurs pays ont demandé dans quel domaine nous exerçons notre prépondérance, le ministre a répondu que c'était en agriculture. C'est faux. Ce sont les Australiens et les Argentins qui en sont les chefs de file. Nous avons passé beaucoup de temps en Uruguay non pas à lutter dans l'intérêt des nations du Tiers monde, non pas à essayer de contrebalancer les manoeuvres tyranniques des Américains, mais à essayer d'obtenir l'adhésion de ces pays du tiers monde.

Un pays ne peut pas offrir une deuxième option si on considère qu'il flatte servilement un de ses principaux partenaires commerciaux. Il doit être indépendant. Nous ne sommes pas perçus comme étant indépendants, mais comme cherchant à obtenir dans les plus brefs délais les meilleures conditions pour nous-même, tout en abandonnant notre système de commerce extérieur national.

Si nous avons formulé ces critiques, c'est que nous tenons à démontrer que la stratégie commerciale à l'échelle mondiale subit des changements profonds. Le Canada est aux prises avec de nouveaux défis majeurs, mais nous tenons à ce qu'il les relève d'une façon globale, en nation commerçante, et non pas en cherchant à se mettre à l'abri ou à obtenir un accord qui ira à l'encontre des intérêts des travailleurs canadiens et ferait échec aux efforts que notre pays déploie pour élaborer une stratégie de commerce extérieur qui soit concurrentielle et productive. Voilà ce que les Canadiens doivent fournir.

M. St. Germain: Sauf erreur, monsieur le Président, le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) a pris la parole aujourd'hui aux côtés des députés néo-démocrates avec lesquels il a partie liée pour prêcher aux Canadiens la crainte, la méfiance et le pessimisme et tenter de les effrayer. Si le Canada avait été gouverné par des hommes et des femmes comme ceux qui font partie du parti libéral et du Nouveau parti démocratique à l'heure actuelle, nous continuerions encore aujourd'hui de nous accrocher aux berges du Saint-Laurent. Jamais nous n'aurions construit de chemin de fer d'un océan à l'autre.

Je suis fort surpris que le député de Winnipeg—Fort Garry tente de défendre la Colombie-Britannique et l'Alberta, lui qui, avec son Programme énergétique national, a consommé la ruine de ces deux provinces. Il a participé à l'élaboration de ce programme. C'est une honte.

Le député a parlé du secteur des bardeaux. C'est dans ma circonscription que 85 p. 100 de ce secteur est implanté. Le député de Saint-Henri—Westmount (M. Johnston) et le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) ne savaient pas quelle position adopter au sujet des grumes, des billes et des billots. Nous aurions perdu des emplois si, à ce moment-là, nous n'avions mis un frein aux exportations de cèdre. Le député dit maintenant que nous n'avons rien fait.

Quand le très honorable premier ministre (M. Mulroney) est intervenu énergiquement à propos des bardeaux, les députés de l'opposition ont dit qu'il avait été excessif. Quand j'ai demandé de restreindre les exportations de grumes, de billes et de billots de cèdres, on les a restreintes immédiatement. Le gouvernement a fait preuve en l'occurrence d'esprit de décision. Il a préservé les emplois dans le secteur des bardeaux. Nous en avons certes perdu quelques-uns, mais nous en avons préservé le plus grand nombre; aujourd'hui, les Américains veulent abolir le tarif.

La Commission MacDonald, le Conseil d'entreprise sur les questions d'intérêt national, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et la Chambre de commerce ont recommandé de poursuivre les négociations en vue du libre-échange. M. McGuinness, le nouveau président de la Chambre de commerce, a déclaré que nous n'avions pas le choix, nous devons continuer. Il affirmait que ceux qui rejetaient le libre-échange seraient les dindons de la farce et que les autres s'envoleraient avec les aigles. J'aimerais savoir ce que pense le député de la position adoptée par ces importants organismes et également par Jack Munro du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique. Ce dernier affirmait que nous devons négocier immédiatement le libre-échange.